

**COMMUNAUTÉ INTELLECTUELLE  
ET STRATÉGIES INSTITUTIONNELLES ;  
HENRI BERR ET LA FONDATION  
DU CENTRE INTERNATIONAL DE SYNTHÈSE \***

Le 22 mai 1929, grâce à une dotation gouvernementale, le Centre international de synthèse, qui existait déjà depuis 1925, célébrait son installation dans ce qui restait de l'Hôtel de Nevers. L'histoire de cette demeure, où se trouve le Salon de Madame de Lambert, qui l'avait reçue en donation viagère du duc et de la duchesse de Nevers, est bien connue <sup>1</sup>.

C'est vers 1710, en pleine guerre de Succession d'Espagne, qu'elle fit de ce Salon ce qui allait devenir le foyer de l'Encyclopédie naissante, en évitant qu'il ne devînt qu'un simple lieu de sociabilité intellectuelle. Fontenelle, un des plus assidus du Salon, et Marivaux, dans sa *Vie de*

---

\* Cet article est la transcription révisée et élargie d'une conférence que j'ai tenue au Salon de Madame de Lambert, le 27 janvier 1986. Les Archives du C.I.S. sont fermées au public, la Direction du Centre ayant entrepris leur classement. Je remercie MM. Jacques Roger, Ernest Coumet et Jean-Claude Perrot de m'avoir choisie pour collaborer avec M. Pierre Monzani, secrétaire général du Centre, à ce travail de classement, me donnant ainsi un accès à ces riches archives. Ce travail est une œuvre de longue haleine mais qui rendra possible la consultation d'une source importante pour l'histoire des institutions intellectuelles dans la France contemporaine.

Je voudrais également remercier M<sup>lle</sup> Suzanne Delorme et M. Pierre Monzani qui m'ont apporté leurs remarques et leur aide précieuse dans la rédaction de ce texte ; M<sup>mes</sup> Monique Émery et Agnès Biard pour leur gentillesse et la chaleureuse assistance qu'elles m'ont prodiguée pendant mon séjour au Centre. Je voudrais aussi exprimer ma profonde reconnaissance à M. Maurice Aymard. Ses suggestions et ses remarques m'ont permis de repenser le texte et de lui donner une forme définitive.

1. Sur l'histoire du Salon, cf. SAINTE-BEUVE, *Causeries du lundi*, Paris, 1852, vol. IV, p. 169-185 ; Cf. aussi Charles GIRAUD, « Le Salon de Madame de Lambert », *Journal des savants*, 1880, p. 112-127 et Gonzague DE REYNOLD, « Madame de Lambert et son Salon », in *L'Hôtel de Nevers et le Centre international de synthèse*, Paris, La Renaissance du livre, 1929.

*Marianne*, ont souligné que son originalité consistait au contraire dans la mise en relation de la société de Versailles avec celle de Paris, de la noblesse avec le monde de la pensée.

D'Alembert soutenait que les uns y portaient le savoir et les Lumières, les autres « cette politesse et cette urbanité que le mérite même a besoin d'acquérir ».

Devenu, après la mort de Madame de Lambert, le siège de la Bibliothèque du Roi, et ensuite du Cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale, il ne subsistait en réalité, en 1929, que le tiers de ce que l'Hôtel de Nevers avait été à l'origine. Mais ce tiers conservait intacts tous les traits d'un passé que le C.I.S. entendait restaurer dans leur plénitude. Ce mélange de mondanité et d'intellectualité, de public et de privé qui avait constitué le caractère originel de la demeure devint l'héritage du Centre, et constitua sa caractéristique foncière, une véritable constante de toutes ses activités, et aussi de ses archives, où il est souvent difficile de tracer une séparation nette entre la vie personnelle de son fondateur, Henri Berr, et celle, officielle, du Centre.

Biographie intellectuelle et cadre institutionnel participent donc d'une même histoire : l'objectif de cette étude est d'en établir l'importance par rapport à la dynamique des élites intellectuelles dans la France de l'entre-deux-guerres, et de préciser les multiples positions occupées par le Centre, à travers une analyse de ses fonctions et des champs socio-culturels qui le traversent.

#### I. HENRI BERR ET LES PREMIÈRES TENTATIVES D'INSTITUTIONNALISATION DE LA SYNTHÈSE

Les articles biographiques consacrés à Berr tendent, en général, à souligner le caractère d'apostolat scientifique de son œuvre, le culte désintéressé et serein pour la science qui orienta son existence :

« il mourait comme un patriarche, écrit Lucien Febvre en commémorant son maître disparu <sup>2</sup>, après avoir vécu comme un apôtre [...] rien de plus simple au total que cette vie bénédictine. »

---

2. Lucien FEBVRE, « Nécrologie d'Henri Berr », *Annuaire de l'Association des anciens élèves de l'École normale supérieure*, 1956, p. 21-24. Malheureusement, il n'existe pas de biographie d'Henri Berr. Parmi les articles biographiques qui lui ont été consacrés, signalons celui de Suzanne DELORME, « Henri Berr », *Osiris*, X, 1952, p. 5-9 et celui de Martin SIEGEL, « Henri Berr et la *Revue de synthèse historique* », in *Au berceau des Annales*, sous la dir. de Charles-Olivier CARBONELL et Georges LIVET, Toulouse, Presses de l'Institut d'études politiques de Toulouse, 1983, p. 205-218. Voir aussi les notices parues dans la *Revue de synthèse*, XXXIV, 1954, p. 1-14 et George SARTON, *Centaurus*, IV, 1956, p. 185-197.

Même la promotion, à laquelle Berr avait appartenu à l'École normale supérieure, nous est présentée comme totalement préservée de la « fièvre de rénovation » qui avait produit, deux années auparavant, les grands réformateurs de la première ère républicaine.

« Sa promotion [...] était composée, écrit Febvre, surtout d'universitaires résolus à bien faire leur métier de professeurs de lycée [...]. On ne voit pas que ces normaliens de 1881 aient dès l'École suivi l'impulsion des deux grands novateurs de la promotion de 1879 : Durkheim et Janet. »

Ce portrait tracé par Febvre accrédite l'image d'un penseur projeté vers un dialogue désintéressé avec la science. Un penseur étranger à cette volonté de puissance, que décrit comme une des clefs de la représentation de l'intellectuel la littérature antirépublicaine de l'époque et que stigmatisent tous les portraits des professeurs de philosophie, de l'Adrien Sixte du *Disciple* de Paul Bourget, au Paul Boutelier des *Déracinés* de Maurice Barrès. Mais étranger également, semble-t-il, à la mondanité des cercles universitaires parisiens qui animèrent la vie politique, durant les années de l'affaire Dreyfus. Certes, la figure d'Henri Berr ne peut être assimilée ni à celle du « maître », diffuseur du républicanisme positiviste, ni à celle des grands universitaires à la Monod, à la Durkheim, à la Lanson.

Toutefois, l'itinéraire de Berr ne peut pas être entièrement séparé du processus d'élargissement des bases sociales du corps professoral qui constitua un des vecteurs principaux de la dynamique des élites, pendant les vingt premières années de la III<sup>e</sup> République<sup>3</sup>. D'une part, le renforcement du principe de la « compétence scientifique » et son extension au-delà des confins de l'autoreproduction des cadres de l'enseignement universitaire garantissent à quelques fractions du corps professoral, qui détenaient le capital social et intellectuel pour accéder au marché des compétences, un niveau élevé de mobilité sociale.

D'autre part, l'institutionnalisation des nouvelles disciplines — si partielle et « freinée » qu'elle ait pu être<sup>4</sup> — élargit la sphère du prestige intellectuel des nouveaux universitaires, en faisant d'eux les dépositaires de la « science positive » républicaine. Bien que boursier, Berr n'est pas pleinement représentatif des nouvelles élites de la République.

3. VICTOR KARADY, « Les professeurs de la République. Le marché scolaire, les réformes universitaires et les transformations de la fonction professorale à la fin du 19<sup>e</sup> siècle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 47-48, juin 1983, p. 90-112.

4. ID., « Durkheim, les sciences sociales et l'Université : bilan d'un semi-échec », *Revue française de sociologie*, XVII, 2, avril-juin 1976, p. 267-313.

Fils d'un artisan originaire des Vosges — qui, devenu fabricant de gants à Lunéville, avait acquis vraisemblablement une certaine aisance <sup>5</sup> et avait épousé une strasbourgeoise originaire de Reichshoffen, dont le père, philosophe et érudit, publiait le journal *La Pure Vérité* — Berr exerça, en fait, jusqu'à sa retraite, les fonctions de professeur de Lycée, d'abord à Tours, puis dans la classe de rhétorique au lycée Henri IV à Paris ; mais il ne devint jamais ni un professeur de Faculté, ni un représentant des élites administratives, comme de nombreux normaliens de sa génération. Il ne faut pas penser, cependant, que la carrière de professeur de lycée et notamment de professeur de « khâgne » dans un lycée parisien, avait un statut totalement dévalorisé ou marginal. Paul Desjardins, professeur à l'E.N.S. ne devint jamais un universitaire ; Bergson était professeur de lycée avant d'obtenir une chaire au Collège de France, Alain devait son prestige à son enseignement au lycée de Rouen et à la « khâgne » d'Henri IV ; Maurice Crouzet, passé à l'Inspection générale, contrôlait la *Revue historique*.

Républicain modéré, Berr ne fit pas partie des avant-gardes du mouvement dreyfusard : éclectique par vocation, il resta toujours en marge des processus d'innovation institutionnelle dans le monde académique et universitaire.

Les étapes de cette marginalisation, qui est (de façon significative) parallèle chronologiquement aux premières démarches de l'institutionnalisation de la sociologie durkheimienne, méritent à ce propos d'être rapportées brièvement. Contrairement à la perspective théorique de Durkheim, douée d'une identité disciplinaire et d'un caractère pédagogique fort <sup>6</sup>, Berr s'était fait l'inspirateur, en créant en 1900 la *Revue de synthèse historique*, d'un mouvement intellectuel qui visait à organiser une interscience, aux frontières disciplinaires souples, et dont l'enjeu était, comme on le sait, l'unification de la science à travers la définition d'une méthodologie intégratrice fondée sur l'histoire.

La première série de la *Revue de synthèse historique* fut presque entièrement consacrée à éliminer les obstacles qui empêchaient la réalisation

---

5. Cette aisance est « déclarée » non seulement par Berr lui-même qui, dans une note biographique dactylographiée, rédigée pendant l'Occupation, en 1941, pour être remise éventuellement aux Allemands en cas d'interrogatoire ou d'arrestation, rappelle que son père, descendant d'une famille qui s'était installée à Krautergenheim (Bas-Rhin) à l'époque de Louis XIV, « avait pris — dès 1865 — l'initiative d'œuvres sociales en faveur de ses ouvriers et jouissait de l'estime générale » et ajoutait « je compte dans ma famille paternelle des magistrats, des ingénieurs, des artistes... » ; mais elle est aussi visible dans le livre des petites dépenses de sa sœur Lucie, très riche en détails sur le niveau de vie de la famille (Archives du C.I.S.).

6. Cf. à ce propos la communication de George WEISZ au *Colloque Hélène Metzger*, Paris, Collège de France, 21-23 mai 1985, sous presse.

de cet objectif. D'un côté, la séparation entre sciences physiques et naturelles et sciences humaines et historiques théorisée par les partisans de l'historisme allemand. De l'autre, l'identification rigide entre l'histoire et les procédés analytiques de l'érudition, qui dominait parmi les historiens universitaires français. Si l'histoire devait s'affirmer comme le critère unificateur de la science, et comme paramètre d'évaluation et de légitimation de son progrès, elle devait avant tout se fonder elle-même comme science.

En 1903, Berr s'engageait dans une double direction : la réalisation et la diffusion d'un questionnaire « raisonné » sur l'enseignement de l'histoire qui fut expédié à tous les professeurs des principales universités et institutions académiques de Paris et de province et la préparation de sa candidature au Collège de France. Ces deux parcours étaient complémentaires : sonder le niveau de réception du monde universitaire à propos de la problématique de la synthèse historique, lui fournir une tribune de haut niveau qui en assure en même temps la légitimité institutionnelle. Il faut être tout de même très prudent, dans la valorisation du prestige social et de l'identité institutionnelle du *Collège de France* face à l'Université à l'époque où Berr présentait sa candidature. Le prestige non seulement intellectuel, mais aussi social et... financier de cette institution remonte, en effet, à la période de l'entre-deux-guerres, comme le démontre par exemple la candidature au Collège de deux universitaires, Lucien Febvre et, surtout, Marc Bloch, lequel face à un double échec dûit se « replier » sur la chaire d'histoire économique à la Sorbonne <sup>7</sup>.

En s'adressant à Gaston Paris <sup>8</sup>, administrateur du Collège de France, dont il espérait obtenir le soutien, Berr sollicitait en 1903 le rétablissement de la chaire d'histoire générale qui avait appartenu à Michelet :

« Au Collège, écrivait-il en présentant son projet <sup>9</sup>, on enseigne l'histoire littéraire, l'histoire de l'art, l'histoire de la philosophie [...] on n'y enseigne pas l'histoire, on n'y enseigne pas la méthode et les problèmes d'histoire. »

En s'opposant à son plus direct adversaire, Gabriel Monod, il voulait surtout mettre en évidence la spécificité du point de vue de la synthèse, par rapport à la sociologie d'un côté, et à l'histoire érudite de l'autre :

7. La prédilection de Bloch pour le Collège est documentée dans sa correspondance avec Lucien Febvre. Cf. en particulier la lettre à Febvre du 19 avril 1936 : « j'aurais certainement été plus libre au Collège, surtout avec la chaire faite à ma mesure, dont j'avais d'abord rêvé » (Archives nationales de Paris-Mi 318). J'ai pu consulter cette correspondance grâce à la gentillesse inoubliable de M. Fernand Braudel.

8. Lettre d'Henri Berr à Gaston Paris du 7 janvier 1903, B. N., Nouvelles acquisitions françaises, n. 24 432.

9. Archives du Collège de France, Chaire d'Histoire, Projet 1904 [B II Histoire C].

« la synthèse cherche à régler le travail historique, à faire apparaître les résultats acquis, à démêler les éléments explicatifs de l'histoire. Les histoires philosophiques n'ont guère voulu voir dans l'évolution que l'action des idées : les historiens érudits ont trop volontiers expliqué le cours des événements par le hasard et par les individus ; les sociologues appartiennent à deux catégories : il y a parmi eux des généralisants [...] et il y a des esprits rigoureux qui cherchent avec raison à préciser la part de l'élément social dans l'histoire, mais qui ont une tendance à tout expliquer par ce seul élément [...] »

Répliquant à Monod, Berr ajoutait :

« M. Monod se trompe en m'écrivant : il y a assez de chaires de philosophie au Collège de France. Je pourrais lui répondre : il y a assez de chaires d'histoire pure comme de philosophie proprement dite »<sup>10</sup>.

Dans cette lettre, Berr révélait la fluidité disciplinaire de sa problématique : il aspirait indifféremment à une chaire d'Histoire générale ou à une chaire d'Histoire des sciences. En soulignant le « caractère plus ouvert de l'enseignement au Collège » par rapport aux autres institutions universitaires, il commettait l'erreur tactique de mettre en évidence l'originalité de sa perspective méthodologique. Monod, au contraire, présentait sa candidature non pas « comme un nouveau parcours, mais comme la réactivation d'une tradition très ancienne ». Paradoxalement, et avec une certaine dose d'ironie, Monod finissait par présenter la problématique de la synthèse comme le suprême couronnement de cette tradition<sup>11</sup>.

De cet affrontement émergent clairement deux éléments : l'extériorité de Berr aux normes intériorisées du corps universitaire, et l'autonomie substantielle avec laquelle les institutions académiques continuent à fonctionner. Il est évident que la réussite sociale et le prestige intellectuel acquis et reconnus à l'extérieur n'avaient sur elles qu'une prise limitée. Globalement, les deux tentatives de Berr se soldèrent par un échec : bien que l'on ne puisse pas soutenir que le questionnaire ait été ignoré, Berr en retira la nette impression, devant la tendance générale des professeurs d'université à éluder les questions concernant la méthode, que l'enseignement de l'histoire se trouvait encore à un « niveau pré-scientifique ».

10. Lettre d'Henri Berr à Monsieur l'Administrateur du Collège de France du 6 mai 1903, Archives du Collège de France [B II Histoire C].

11. Gustave MONOD, *La Chaire d'histoire au Collège de France*, Paris, Éd. de la Revue politique et littéraire, 1905, p. 41.

On sait comment s'acheva l'affaire du Collège : la création d'une chaire d'Histoire générale, grâce au soutien de la donation du marquis Arconati-Visconti, et son attribution à G. Monod, venaient confirmer la domination de l'historiographie érudite et analytique<sup>12</sup>. Toutefois, Berr ne renonce pas complètement à son projet et en 1911, il revient à l'attaque, cette fois avec l'appui de H. Bergson et de J. Bédier. Le projet initial était de demander un enseignement de « Théorie de l'histoire et de synthèse historique », mais par la suite — peut-être sur la suggestion de Bergson lui-même — sa demande fut transformée, dans un bien plus « classique » enseignement de « Théorie et histoire de l'histoire », sans qu'il fût d'ailleurs accepté. C'est l'« Histoire de l'Afrique du Nord » qui fut choisie. Une nouvelle fois, le Collège refusait donc d'ouvrir ses portes à la synthèse. Dans l'ensemble, les temps ne se montraient pas favorables au succès de cette orientation et ceci non seulement sur le plan méthodologique, mais également sur le plan des effets institutionnels et notamment des réformes de la fin du siècle. Comme l'a démontré G. Weisz<sup>13</sup>, contrairement aux intentions des réformateurs qui avaient créé la Société de l'enseignement supérieur, une des conséquences de l'élargissement du corps académique fut de ne pas maintenir l'unité et la cohésion qui avait animé cette Société. La logique dominante dans l'Université réformée fut celle de la fragmentation qui perpétua, de fait, la situation de séparation entre les institutions universitaires et entre ces dernières et les grandes écoles ou les centres de recherche. En outre, l'affirmation de la spécialisation et du modèle de la science appliquée dans de nombreuses facultés ne signifia pas nécessairement la victoire de la professionnalisation de la recherche sur les fonctions pédagogiques de l'Université — préparation aux examens ou aux concours pour les carrières publiques.

Sans que l'un prévalût même sur l'autre, ces deux niveaux ne réussirent pas à s'amalgamer, à la différence des Universités américaines qui optèrent uniformément pour le principe de la professionnalisation de la recherche.

Dans l'immédiat après-guerre, le maintien d'un niveau acceptable, et parfois compétitif, de production scientifique française, par rapport aux autres pays européens et aux États-Unis, était dû aux effets de la compétitivité entre une multiplicité d'institutions, d'instituts et de centres de recherche créés pour répondre à la demande sociale de

---

12. Procès-verbaux de l'Assemblée des professeurs du Collège de France du 2 mars 1904, Archives du Collège de France (B II Histoire C).

13. G. WEISZ, *The Emergence of Modern Universities in France (1863-1914)*, Princeton, Princeton University Press, 1983, en part. p. 315-340.

production de connaissances, de la part du monde industriel et syndical ou même de l'administration publique, plutôt qu'à l'expansion coordonnée du système universitaire réformé. Ce sont surtout ces centres qui prirent en charge la professionnalisation de la recherche dans le domaine des sciences sociales, en la séparant de celui de la formation pédagogique privilégiée par les Facultés <sup>14</sup>.

Paradoxalement, ce sont justement les vides non comblés par le fonctionnement et par l'organisation du système universitaire, et la perception générale de la nécessité de corriger le processus de dispersion entropique, associé à la fragmentation institutionnelle, qui firent la fortune des centres de recherche à caractère extra-universitaire. Ceux-ci avaient pour objectif commun de maintenir la diversité des domaines d'investissement scientifique et, en même temps, d'organiser et de rationaliser la production des connaissances. C'est à l'intérieur de cette nébuleuse de centres et d'instituts de recherche, qui avaient, en général, des liens très fluides et peu formalisés avec les institutions académiques ou universitaires et qui jouissaient d'une légitimité de nature sociale et intellectuelle, que nous pouvons placer la naissance du Centre international de synthèse. Mais avant d'approfondir l'analyse des raisons historiques et conjoncturelles de la création du C.I.S., il faut d'abord essayer d'en comprendre la cohérence fonctionnelle et, à un niveau « élémentaire » plus profond encore, la cohérence anthropologique et sociale.

## II. LE « BEAU MARIAGE » D'HENRI BERR : COMMUNAUTÉ INTELLECTUELLE ET ENTREPRISE FAMILIALE

En analysant les événements de la candidature d'Henri Berr au Collège de France, on a volontairement écarté une question préliminaire et même évidente : comment expliquer qu'un professeur de lycée pût

---

14. Les caractéristiques des différentes institutions et centres — depuis ceux qui étaient liés au milieu du grand patronat — comme la Société d'études et d'informations économiques ou le Redressement français d'Ernest Mercier (cf. notamment Richard F. KUISEL, *Ernest Mercier, French Technocrat*, Berkeley, Berkeley University Press, 1967), jusqu'à ceux qui visent à organiser une politique expérimentale de la médecine sociale (cf. à ce propos, Lion MURARD, Patrick ZYLBERMAN, « De l'hygiène comme introduction à la politique expérimentale (1875-1925) », *Revue de synthèse*, CV, 115, 1984, p. 313-341), ont fait l'objet d'études spécifiques, mais il manque encore une analyse globale de l'orientation de cette nébuleuse.



compter sur le soutien d'éminentes personnalités comme Ernest Lavisse <sup>15</sup> ?

Comment expliquer aussi la grande réussite intellectuelle et sociale de la *Revue de synthèse historique* dans le monde universitaire et international ?

Le destin de Berr, même si l'on considère que l'enseignement au lycée était tout à fait compatible avec la possibilité d'être reconnu scientifiquement, reste assez exceptionnel. En effet, même si l'on tient compte des grandes qualités intellectuelles et humaines du personnage, Berr ne peut pas être considéré entièrement comme un *homo novus*. Sans négliger le rôle de l'institution scolaire dans sa réussite, n'oublions pas que comme de nombreux autres normaliens — et donc contrairement à l'hypothèse de Febvre — Berr doit aussi une partie de celle-ci à une sage et persévérante accumulation du capital culturel et social disponible à l'E.N.S. Plusieurs indices nous révèlent qu'il était très attaché au milieu normalien : il suffit de penser à son admiration pour Fustel de Coulanges et Taine, à celle qu'il porte à ses propres maîtres, et en premier lieu à Émile Boutroux, auquel il dédia sa thèse, et qui inaugura de manière prestigieuse la *Revue de synthèse historique*, et enfin au réseau de sociabilité amicale qui le lia aux élèves de sa promotion, comme le catholique Maurice Blondel ou le philosophe néo-kantien Rauh. De la même manière, et par les mêmes voies, que les normaliens des générations précédentes ou futures, il réussit à fortifier ces relations en produisant autour de lui un regroupement normalien, comme le firent à leur époque Élie Halévy et Xavier Léon en créant la *Revue de métaphysique et de morale*, ou Paul Desjardins en donnant vie à l'*Union pour la Vérité* <sup>16</sup>. On sait que le réseau originel des *Annales* de Marc Bloch et Lucien Febvre a eu, lui aussi, une origine normalienne...

Berr n'entra pas dans les hautes sphères de la mondanité parisienne à la manière improvisée, mondaine et individualiste de Caro ou de Victor Brochard, caricaturé par Proust dans le personnage de Brichot, assidu du salon de Madame Verdurin <sup>17</sup>. Personnage discret, réservé

15. La création d'une chaire de Synthèse historique au Collège de France fut l'objet d'une interpellation parlementaire dans laquelle l'avis positif du Président de la Commission du budget et du Ministre de l'Instruction publique se heurtait à la résistance de J. Jaurès qui déclara : « il m'a semblé que dans la façon dont M. le Président de la Commission du budget, par la reproduction du titre, rattachait la chaire nouvelle à une certaine revue, il y avait une indication qui dépassait un peu l'ordre des idées générales pour entrer dans l'ordre des désignations personnelles... » (Chambre des Députés, 1<sup>re</sup> séance du 27 novembre 1903, p. 2952).

16. Sur l'activité de Paul Desjardins, cf. Annie HEURGON-DESJARDINS, *Paul Desjardins et les décades de Pontigny*, Paris, P.U.F., 1964.

17. Marcel PROUST, *À la recherche du temps perdu. Du côté de chez Swann*. 1<sup>re</sup> Partie : *Un Amour de Swann*, Paris, 1913, p. 245 sq.

et en même temps passionné (l'emploi du terme *passionné* lui était, semble-t-il, particulièrement cher), Berr ne répondait pas aux caractéristiques de l'homme mondain, ni à celles de l'universitaire engagé.

De ce point de vue, il est évident que les facteurs d'ordre anthropologique (concernant notamment les stratégies familiales et les réseaux de sociabilité, souvent à base ethnique, comme on le verra) ont joué un rôle non négligeable. À la base de la fortune de Berr, se trouve certainement son « beau mariage » avec la jeune héritière d'une riche famille juive, d'hommes d'affaires et d'ingénieurs : les Halphen. De modeste origine (le grand-père de Cécile, épouse de Henri Berr, était, en effet, cordonnier à Metz), les Halphen étaient devenus extrêmement riches en l'espace de deux générations, grâce à Julien Halphen qui, ayant raté la carrière de rabbin que son père souhaitait pour lui, s'était lancé avec succès dans les affaires.

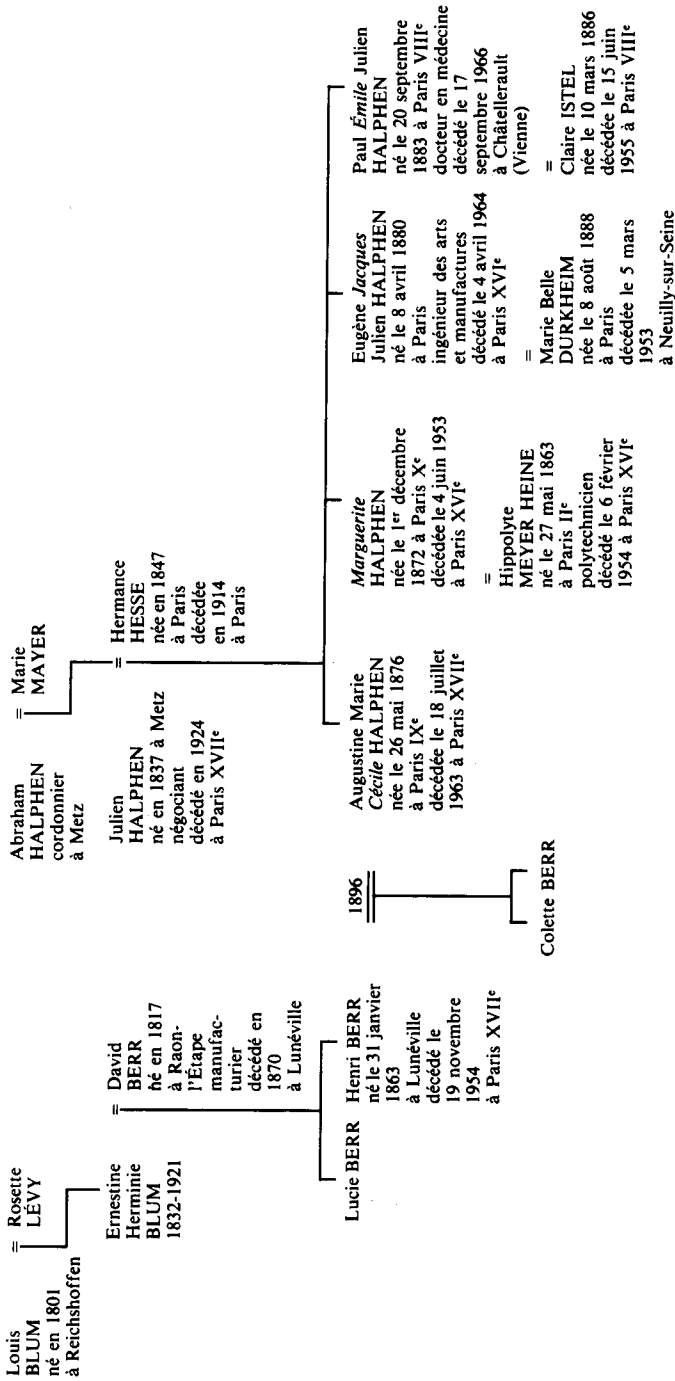
J'ai pu évaluer indirectement le poids de cette fortune en analysant les contrats des deux mariages de Colette Berr, fille d'Henri et de Cécile. Lors de son premier mariage, le 3 juillet 1924, avec le Docteur Abraham Louis Neuberger, fils de Madame de Ricqlès, titulaire de la Société anonyme<sup>18</sup>, Colette Berr apportait une dote importante, plus une somme en actions des Brasseries d'Argentiné Quilmès, dont son grand-père Julien Halphen était le principal actionnaire. La famille Halphen possédait aussi trois hôtels particuliers dans les « beaux quartiers » de Paris. Un de ces hôtels, situé dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement, fut cédé pour une somme exorbitante au prince Otto de Norvège qui en fit cadeau à sa maîtresse...

Il ne s'agissait pas seulement d'une réussite financière, mais aussi d'une réussite sociale : les frères de Cécile Berr, Jacques et Émile, étaient l'un ingénieur des arts et manufactures, bien placé dans le secteur des pétroles, l'autre oto-rhino-laryngologiste et professeur à la faculté de Médecine de Paris : les Halphen appartenaient à un réseau de relations sociales particulièrement cohérent, à la croisée de l'univers des gens d'affaires, à dominante juive, et du monde intellectuel normalien. En

---

18. Cf. Archives du C.I.S. L'apport personnel du Docteur Neuberger n'était pas moins important : 140 actions de la Société Ricqlès, une somme « en la valeur de 400 actions de la Société anonyme Chocolat Marquis », un cabinet de médecin situé rue de Longchamp, une somme importante en argent, don personnel de ses parents. Le deuxième mari de Colette, Isaac Yacoé, était le propriétaire des magasins Anam qui furent liquidés en pleine Occupation par l'intermédiaire du député Raymond Boisdé. À Colette Berr fut ainsi assurée une rente plus qu'importante.

Je dois tous les renseignements concernant la famille Halphen à la gentillesse et à l'amabilité de M. Gilbert Schil, que je voudrais remercier pour la qualité et la quantité de ses informations. Je remercie ici également tout spécialement M<sup>lle</sup> Suzanne Delorme dont la mémoire prodigieuse rend vivante toute l'histoire d'une époque.



ce sens, je pourrais rappeler que si une partie de la descendance de Julien Halphen avait des liens de parenté avec la nièce du capitaine Dreyfus, épouse d'Ernest Mercier, une autre partie, représentée par le frère de Cécile, l'ingénieur Jacques, était liée au monde intellectuel : Jacques avait, en effet, épousé la fille d'Émile Durkheim, Marie Belle.

La tendance générale est de considérer les stratégies matrimoniales du milieu intellectuel, comme caractérisées par un taux élevé d'endogamie. Dans le cas des normaliens de l'époque dreyfusarde, une forte endogamie « ethnique » semble, toutefois, se combiner avec une nette exogamie socio-professionnelle. Les cas les plus significatifs de réussite sociale des intellectuels de l'époque présentent clairement cette caractéristique :

« Bergson, fils d'un musicien d'origine polonaise, — nous rappelle C. Charle <sup>19</sup> — épouse la fille d'un cadre dirigeant de la Banque Rothschild apparentée à la mère de Proust ; Lucien Lévy-Bruhl, fils d'un représentant de commerce, celle d'un riche joaillier ; Léon Brunschvicg, fils d'un pauvre passementier, la fille d'un négociant aisé. »

La prédilection des intellectuels pour les filles d'ingénieurs ou d'entrepreneurs industriels ne semble pas être une donnée purement occasionnelle. Christophe Charle nous en a, en partie, révélé les raisons à propos du mariage de Durkheim avec Julie Dreyfus. Fille du titulaire « d'une entreprise de chaudronnerie en cuivre et fer » et sœur de l'ingénieur Jules Armand Dreyfus, celle-ci avait hérité également de la fortune de son oncle, Moïse Dreyfus, « Administrateur délégué des Chantiers de la Loire et Administrateur des Tréfileries du Havre ». D'une typologie comparable à celle du mariage de Durkheim relèvent également, comme on l'a vu, celui d'Henri Berr et surtout, avec une génération d'écart, celui de Marc Bloch <sup>20</sup>, qui épouse l'héritière d'une famille d'ingénieurs des Ponts et chaussées, Simone Vidal, fille d'un inspecteur général, Paul Vidal, et nièce, du côté de sa mère, de l'ingénieur Joseph Hirsch, qui possédait une riche propriété à Fougères.

C. Charle a efficacement montré le lien entre cette stratégie matrimoniale et l'idéologie saint-simonienne qui influença si fortement Durkheim : « Le saint-simonisme est la première et la dernière des idéologies qui peut

19. Christophe CHARLE, « Le beau mariage d'Émile Durkheim », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, 55, nov. 1984, p. 45-49.

20. Toutes les notices concernant la famille et les réseaux d'amitiés autour de Marc Bloch dérivent de la consultation de sa correspondance avec Lucien Febvre. M. Maurice Aymard m'a aussi gentiment communiqué la contribution d'Étienne Bloch au *Colloque pour le centenaire de la naissance de M. Bloch* (Paris, juillet 1986).

à la fois répondre aux aspirations des fractions intellectuelles et économiques. » Je pense que cette analyse peut être approfondie et étendue aux mécanismes mêmes de la reproduction des élites durant l'époque républicaine et à la production de nouvelles formes d'identité de l'intellectuel, débordant les limites des fonctions de l'enseignement universitaire. Le problème était, d'une part, d'insérer cette reproduction à l'intérieur des réseaux d'une mobilité sociale que l'on voulait réglementer à travers le mixage des raisons de mérite et d'héritage, conçus et utilisés comme facteurs de production des hiérarchies entre les individus. Il était, d'autre part, de créer également des canaux pour introduire les intellectuels dans le marché des compétences et d'établir les formes de légitimation sociale de leur rôle. Il ne faut pas, cependant, penser qu'il s'agissait d'un échange d'une totale inégalité. Au contraire : dans une situation de lente et progressive affirmation des élites de la compétence face aux élites de l'héritage, qui ne doit pas nous faire négliger l'inertie des structures sociales, il s'agissait plutôt d'une stratégie de coopération entre deux fractions sociales en voie de légitimation. Pour éviter le péché d'anachronisme, il faut songer que la « multipositionnalité » des élites du monde des affaires, « voire la confusion de l'avoir, du savoir et du pouvoir des élites économiques actuelles, était encore en gestation ». Dans cet espace, les ingénieurs et les intellectuels sont dans une position non seulement d'équivalence mais de complémentarité. C'est cette complémentarité qui leur permet d'associer un capital intellectuel et technique à l'acquisition d'un patrimoine que l'ouverture du milieu des affaires ne cesse de soumettre à l'accélération de la mobilité sociale et à la transformation de la structure de l'entreprise, par l'autonomisation des fonctions de direction. Il est intéressant d'observer que le processus investissait surtout les polytechniciens qui cumulaient le titre, le capital technique et la compétence administrative. À partir des années 1900, « ils ont quitté l'administration en nombre appréciable et commencé d'investir l'industrie »<sup>21</sup>.

En effet, l'alliance matrimoniale des intellectuels avec les couches des ingénieurs exprime, en ce sens, le plus haut niveau de légitimation d'une double appartenance des premiers au monde de la production théorique et à celui de la production pratique, de l'expertise et de la compétence ; mais, à leur tour, les ingénieurs reçoivent de cette alliance un surplus de prestige qui complète la compétence technique et le patrimoine déjà

---

21. Maurice LÉVY-LEBOYER, « Le Patronat français, 1912-1973 », *Cahier du Mouvement social*, n° 4, *Le Patronat de la seconde industrialisation*, Paris, Les Éd. Ouvrières, 1979, p. 155. Cf. aussi, en ce même volume, la contribution de C. CHARLE, « L'Image sociale des milieux d'affaires d'après qui êtes-vous ? », p. 277-291.

éventuellement acquis. À la différence des héros stendhaliens, le ressort de la réussite sociale de ces intellectuels n'est pas l'ambition individualiste, mais le renforcement du patrimoine domestique — vu également sous l'aspect des relations sociales — à travers le renforcement de la morale conjugale. L'irruption d'une Madame de Rénal, destructrice du destin de Julien Sorel, au moment où il semblait destiné à la plus splendide des réussites, n'est même pas pensable dans les trajectoires de ces personnages. Ils ont transformé l'individualisme en un effort individuel d'intégration des « forces sociales » : le patrimoine et les capacités. Cette intégration produite par des réseaux de solidarité « ethnique » très solides est surtout une caractéristique du milieu juif, comme le démontrent non seulement les parcours d'autres intellectuels, dont nous avons vu rapidement la trajectoire, mais aussi la « vision des autres » : l'irritation et même la jalousie suscitées dans les milieux universitaires envers des formes de solidarité vécues comme « presque automatiques ».

Dans le cas de Berr, en particulier, l'importance des liens avec l'univers ethnique et familial est très grande. C'est surtout à travers la fréquentation du salon tenu par son épouse que Berr dut d'établir une série de relations importantes, non seulement avec le monde universitaire — qui ne lui était certainement pas étranger — mais surtout avec celui de la politique, de la banque et de la grande édition. Le rôle de l'épouse prévenante, attentive, organisatrice des conditions idéales de travail pour son mari, collaboratrice dévouée, était un trait constant de la typologie des foyers d'universitaires républicains, qui souvent présentaient des traits communs avec le système de l'industrie familiale. Mais il est évident qu'il assumait une fonction de premier plan quand cette épouse devenait également l'organisatrice d'un système de relations sociales qui — comme c'est le cas pour Berr — devait compenser la relative marginalité académique et universitaire du mari. Berr doit donc surtout son insertion dans l'élite parisienne au fait d'être entré dans une petite société, cohérente et compacte, fortement marquée au plan politique et idéologique.

La cohérence sociale que nous venons d'analyser se doublait, en effet, d'une forte cohérence idéologique : l'esprit laïque et républicain régnait, souverain, dans le cercle des Halphen, et il ne peut certainement pas être considéré comme un facteur secondaire d'explication du caractère séculier de la religion de la science qui inspira l'œuvre théorique et pratique de Berr<sup>22</sup>. Une des hypothèses que je voudrais avancer est

---

22. Cf., en part., H. BERR, *L'Avenir de la philosophie. Esquisse d'une synthèse des connaissances fondées sur l'histoire* (thèse de lettres), Paris, Hachette, 1899. Sur la généalogie de l'idéologie républicaine en France et ses rapports avec la science, cf. Claude NICOLET, *L'Idée républicaine en France. Essai d'histoire critique*, Paris, Gallimard, 1982, en part. p. 115-132 et 283-288.

que cette cohérence et cette fortune à la fois sociale et financière ont été la condition du grand essor intellectuel et institutionnel de ses initiatives, mais aussi la limite de sa réussite, à partir du moment où Berr a dû faire face à une forte concurrence venant du monde universitaire.

C'est certainement ce haut niveau d'aisance financière qui lui a permis non seulement de vivre de façon sereine sa vie de professeur de lycée cultivant de nombreuses relations sociales, mais surtout de surmonter les échecs répétés de sa candidature au Collège de France et de réaliser un projet d'institutionnalisation de la synthèse totalement indépendant des formes d'institutionnalisation universitaires. Il est vrai aussi que Berr se tenait ainsi à l'écart des règles de fonctionnement de la citadelle universitaire, avec laquelle il entretenait cependant d'aimables rapports de sociabilité intellectuelle et mondaine grâce au Centre mais aussi aux réceptions dans le salon de la rue Villebois-Mareuil, où se dessinaient souvent les grandes stratégies académiques, pour le Collège comme pour la Sorbonne <sup>23</sup>.

On peut ainsi comprendre en profondeur les raisons de cette compénétration de public et de privé que nous avons indiquée comme étant la principale caractéristique de la vie du Centre. Elle apparaît immédiatement à la lecture de la liste des membres du Comité « Pour la Science » qui en constitue le noyau. Au Comité, les amis les plus proches de Berr et de sa famille — comme l'historien Georges Huisman, devenu plus tard secrétaire de la présidence de la République, puis directeur des Beaux-Arts, ou Frédéric Bomberg, administrateur des Brasseries d'Argentine Quilmès, dont, on l'a vu, la famille de la femme de Berr détenait la majorité des actions — siégeaient à côté de grands commis, comme Alfred Coville, directeur de l'Enseignement supérieur, de conseillers d'État comme Léon Noël, de banquiers aux noms prestigieux comme Carter de la Banque Morgan ou comme Horace Finaly, Jules Tannery et Louis Marin, et d'hommes politiques comme le président du Sénat, Jules Jeanneney ou Paul Doumer, le futur président de la République, assassiné en 1932, grâce à qui le C.I.S. put s'installer rue Colbert et qui fut nommé à la présidence du Centre. Il ne faut pas, cependant, considérer que le modèle d'agrégation mixte réalisée par le Centre fonctionnait simplement comme recours contre l'impossibilité de franchir les portes

---

23. Dans sa correspondance avec Bloch, Lucien Febvre donne un compte rendu détaillé et quelquefois très « vivant » de ces réceptions où il s'amusait à observer les « comportements alimentaires » des universitaires et de leurs épouses... Cf., par ex., la lettre s.d. (mais probablement du début de 1935), Archives nationales, *Correspondance Bloch-Febvre, série Mi 318, n° 619-623* : « J'ai profité de la réception annuelle des Berr pour essayer de tirer au clair l'imbroglio de la Sorbonne... »

de la citadelle universitaire. La mise en forme d'un projet réunissant intellectuels et hommes d'action, partagé d'ailleurs par un nombre croissant de mouvements intellectuels de l'époque <sup>24</sup>, reposait au contraire sur une vision précise du changement social en cours dans l'interpénétration de différents types d'élites. Ce qui me conduit au point central de mon analyse : l'insertion du projet du Centre international de synthèse dans une conjoncture historico-intellectuelle, aspect plus large et aussi plus éclairant que la simple analyse interne de cette institution.

### III. LE CENTRE INTERNATIONAL DE SYNTHÈSE DANS LA CONJONCTURE INTELLECTUELLE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

On pourrait faire beaucoup d'hypothèses sur les rapports entre Berr et certains des membres les plus éminents et les plus influents du Centre international de synthèse, notamment Jules Tannery, Georges Huisman ou Paul Doumer. Je crois qu'il est moins important de connaître les circonstances de leur rencontre que de savoir s'ils partageaient des idées communes et jusqu'à quel point. On pourrait écrire un livre entier sur la correspondance entre Lucien Febvre et Henri Berr, mais je n'ai malheureusement retrouvé pour l'instant aucune trace de la correspondance de Berr avec ces éminents personnages. Cette lacune est encore aggravée par l'absence de fonds d'archives concernant Paul Doumer <sup>25</sup>. Heureusement la publication des *Souvenirs* de ce dernier, la découverte de certaines brochures signées par Huisman et les notes de Berr lui-même, nous permettent de poser le problème en termes suffisamment clairs.

Doumer, Berr et Huisman partageaient, en effet, une même conviction : pour eux, le problème central de la démocratie industrielle était l'articulation étroite entre la croissance matérielle de la société et l'inévitable et indispensable système de reproduction des élites ; et l'une des voies possibles et la plus efficace pour y parvenir était de valoriser l'action des « techniciens de l'esprit », en les associant plus étroitement

---

24. Pour la géographie de ce modèle dans l'espace intellectuel de l'entre-deux-guerres, je me permets de renvoyer à mon article « Il tempo degli esperti. Intelletuali e uomini d'azione : le élites della competenza nella Francia tra le due guerre », *Intersezioni*, IV, 2, août 1984, p. 347-394. La présence de ce modèle est particulièrement évidente dans l'organisation des centres créés pour stimuler le travail de documentation économique et sociale, comme le Centre de documentation sociale de l'E.N.S., dirigé par Célestin Bouglé, qui faisait partie d'une constellation plus large comprenant aussi l'Institut de droit comparé et l'Institut d'ethnologie et, à partir de 1933, l'Institut scientifique de recherches économiques dirigé par Charles Rist.

25. Cela en dépit des démarches réalisées en ce sens aux Archives nationales par M<sup>me</sup> Bonazzi, que je tiens à remercier vivement.



à celle des techniciens de la matière. Dans la perspective de Paul Doumer<sup>26</sup>, ancien gouverneur d'Indochine et fondateur d'un service économique et géologique dans ce pays, l'idée de l'avancement des sciences, soutenue par les fondations américaines et diffusée par le biais du wilsonisme ainsi que par les grandes institutions internationales et notamment par le brain trust d'Albert Thomas<sup>27</sup> au B.I.T., était étroitement associée à celle du rayonnement intellectuel de la France, définitivement purifiée de la crise allemande de la pensée et placée sous le drapeau de l'humanisme<sup>28</sup>. Cette voie devait créer un nouveau dynamisme dans la reproduction des élites et élever leur niveau culturel. La cohérence de ce projet et son caractère central dans l'organisation du Centre sont ultérieurement attestés par les liens de collaboration qui s'établissent, par le biais de l'histoire des sciences, entre le Centre et le fondateur de la revue *Isis*, George Sarton. Celui-ci figurait parmi les membres américains du Comité « Pour la Science » comme « officier » de la Carnegie Foundation et il fut l'un des agents les plus actifs dans ce mouvement de fécondation de la société de masse par la science. Comme on le verra, Sarton fut l'un des plus importants acteurs d'une politique d'avancement des sciences fondée sur un projet encyclopédique<sup>29</sup>. Bien que, théoriquement, Berr fût tourné vers l'Allemagne, sur

26. Sur Paul Doumer, outre les allocutions des principaux membres du C.I.S., lors de l'*Inauguration du buste de Paul Doumer*, samedi 21 avril 1934 (Paris, Fondation « Pour la Science », Centre international de synthèse, 1934), voir celle de Henri BERR, « Commémoration du Président Doumer. Après vingt ans », *Revue de synthèse*, LXXII, XXXI, juil.-déc. 1952, p. 119-124, et l'article de Frédéric D'ESPEREY, « Le Président Paul Doumer », *Terre, air mer*, LVII, 6, juin 1932. La biographie la plus complète est celle de Paul DELZANGLES, in *Biographies choisies d'écrivains d'Auvergne*, Paris, 1933.

27. Parmi les initiatives d'A. Thomas figure l'organisation d'un Bureau permanent de recherches et de diffusion pour le perfectionnement de la vie, dont j'ai retrouvé la circulaire de « lancement » dans les Archives du C.I.S.

28. Le thème de l'humanisme est au centre non seulement de la réflexion personnelle de Berr, comme en témoignent les nombreuses notes manuscrites que j'ai pu retrouver dans les Archives du Centre, mais aussi des stratégies intellectuelles communes qui liaient le C.I.S. à la politique « for the advancement of science » américaine. Cf., à ce propos, le texte de George SARTON, « The New Humanism », *Isis*, vol. VI, 1, 1924, p. 9-42, et les notes manuscrites de H. BERR, *Pour la science pure et Notes prises dans les Universités et la vie scientifique aux États-Unis*, de Maurice Caullery, où, à côté de l'admiration pour l'initiative privée américaine, Berr souligne que « si la démocratie aspire à autre chose qu'au bonheur limité, qu'à un partage mesquin de puissances médiocres, elle comporte une aristocratie... Le mal profond de la France est que les Universités sont devenues des entrepôts... Le gouvernement, les Chambres, le public ont dû surtout comprendre que si, après la guerre, la France voulait rester grande dans la paix, exercer l'influence à laquelle elle avait droit, il fallait que la science française... fût désormais traitée plus libéralement... » (Archives du C.I.S.).

29. Sur le renouvellement des projets encyclopédiques dans la France de l'entre-deux-guerres, je renvoie à mon article « L'Encyclopédie française e l'organizzazione della cultura nella Francia tra le due guerre », *Passato e Presente*, 11, 1986.

le plan fonctionnel et organisationnel de l'activité du Centre, son modèle était plutôt les États-Unis, en particulier pour la politique de soutien de la recherche scientifique réalisée par les grandes fondations privées : comme j'ai essayé de le démontrer ailleurs<sup>30</sup>, ce n'était pas une caractéristique exclusive du projet de Berr. La constatation des nombreuses défaillances de la réforme de l'enseignement supérieur en France — où les Universités, à travers le système des Facultés, fonctionnaient plutôt comme terrain de stockage que comme lieu de production des connaissances — avait favorisé l'essor de plusieurs instituts de recherche, en marge ou à l'extérieur de l'activité universitaire, qui faisaient largement appel aux legs américains. Les plus proches du système universitaire, comme le Centre de documentation sociale de l'E.N.S. et ses satellites, furent regroupés en 1934 dans le Conseil universitaire de la recherche, qui était directement financé par la Fondation Rockefeller.

Par un paradoxe que je crois pouvoir expliquer, en dépit des efforts de Berr en ce sens, le Centre ne bénéficia pas de la politique d'investissement des grandes fondations américaines, même si, il faut le souligner, il reçut l'appui de la Banque Morgan et surtout celui du Commissariat général à l'information et à la propagande<sup>31</sup> dirigé par l'inspirateur du Comité France-Amérique, Firmin Roz, en vue de réaliser, en 1920, un numéro spécial de la *Revue de synthèse historique* consacré aux États-Unis. Il est vrai que pendant une certaine période, entre 1937 et 1938, nous remarquons la présence, comme observateur, d'un des responsables de la fondation américaine, Tracy Kittredge : lors de la séance du Conseil d'administration du 4 juillet 1938, Berr propose de l'élire membre du Comité « Pour la Science »<sup>32</sup>. Une des hypothèses que l'on pourrait avancer pour expliquer l'échec de ces contacts est, me semble-t-il, le fait que le Centre proposait un modèle d'organisation du travail scientifique et avait des objectifs de documentation très différents de ceux qui orientaient les investissements européens de la Fondation Rockefeller. L'imminence de la guerre et le démantèlement successif du bureau ne nous permettent pas de vérifier complètement cette hypothèse.

Le même type d'explication vaut peut-être également pour les contacts avec la Carnegie Foundation. En déclinant l'invitation à devenir

---

30. Giuliana GEMELLI, « Le origini della VI Sezione dell'École pratique des hautes Études e l'unificazione delle scienze economico-sociali in Francia », *Inchiesta*, XIV, 63-64, janv.-juin 1984, p. 313-341. Sur la vision que Berr avait des Universités allemandes, cf. sa note manuscrite, *La Synthèse en Allemagne* (1922), Archives du C.I.S.

31. Cf. la lettre de Firmin Roz à Henri Berr du 22 juillet 1919 : la subvention fut de 2 500 F (Archives du C.I.S.).

32. Cf. le procès-verbal de la séance aux Archives du C.I.S.

membre du Conseil, Malcolm Davies, fonctionnaire de la fondation américaine, écrivait :

« Il est une règle suivie par les administrateurs de la dotation Carnegie à laquelle je ne peux me soustraire : c'est de ne faire partie d'aucun Comité dont les activités ne sont pas organiquement reliées au programme général de travail de la dotation Carnegie. C'est ainsi que ma qualité de directeur adjoint du centre européen ne me permet pas d'appartenir à certains comités, même si j'en avais une satisfaction personnelle »<sup>33</sup>.

Les objectifs théoriques, à travers lesquels le Centre entendait réaliser sa politique d'avancement des sciences, différaient de l'aristotélisme composite, à base empirique et appliquée (pour reprendre l'expression de Raymond Fosdick dans *The Old Savage in the New Civilization*), des fondations américaines<sup>34</sup>. Mais il n'empêche que Berr essayait de la conduire avec ses propres moyens, non seulement en créant un réseau efficace permettant d'obtenir des subventions, mais aussi en adoptant pour le Centre une formule juridique et une organisation qui n'étaient pas sans rappeler les fondations américaines. Ces dernières étaient toutefois des institutions privées avec des charges et des compétences publiques, tandis que le Centre était plutôt une institution publique, régulièrement inscrite au Budget de l'Instruction publique, mais avec une large marge d'initiative privée.

La restauration même de l'Hôtel de Nevers fut due non seulement au capital public mis à la disposition du Centre par le ministère de l'Intérieur, mais aussi aux donations de banques et de grands magasins<sup>35</sup>. Après le décret du Conseil d'État du 26 novembre 1925 qui attribuait au Centre le statut de Fondation reconnue d'utilité publique, la direction de l'Enseignement supérieur lui fournit une subvention initiale de 100 000 F, réduite à 54 000, puis renouvelée en 1937-1938, comme le montre le tableau relatif au budget du Centre (cf. p. 244). Il est possible de supposer que cette diminution provenait de la réduction de l'ensemble du budget de l'État à la suite de la grande crise, et que la reprise des années 1937-1938 fut une conséquence non seulement

33. Cf. la lettre de Malcolm G. DAVIES au président du Conseil d'administration du C.I.S. du 4 février 1939.

34. Berr soutenait, en effet, une conception de l'unité de la science fondée sur l'*a priori*, même s'il s'agissait d'un *a priori* non métaphysique mais « positif ». Cf., en part., H. BERR, « Comment faut-il concevoir la philosophie ? », *Revue de synthèse*, LX, XIX, 1940-1945, p. 11-13.

35. Les dépenses globales pour la restauration de l'Hôtel de Nevers, due aux architectes Emery et Recoura, furent de l'ordre de 213 085 F, auxquels on doit ajouter 39 826 F pour la remise en état de la cour.

du rétablissement des finances publiques, mais aussi de l'activité des réseaux de sociabilité politique du Centre. Le Conseil municipal de la Ville de Paris accorda une subvention de 50 000 F et la Caisse nationale de la recherche scientifique une somme de 40 000 F, en 1938<sup>36</sup>. Le reste des subventions provenaient de sources privées. Je me limite à citer les plus importantes : les frères Rothschild<sup>37</sup> offrirent 50 000 F en 1926. Mais, par la suite, cette subvention diminua considérablement. La Banque de Paris et des Pays-Bas donna également 150 000 F en 1929.

#### LE BUDGET DU C.I.S. (1926-1938)

ANNÉE	TOTAL DES RECETTES	TOTAL DES DÉPENSES	ACTIF OU PASSIF	EXCÉDENT	RÉSERVE
1926	84 304,83	55 990,23	A	28 195,5	
1927	61 887,31	14 055,60	A	47 831,71	
1928	81 898,41	25 294,81	A	56 603,60	
1929	165 022,74	44 481,11	A	120 541,63	
1933	161 206,29	104 520	A	56 585,45	
1934	91 860,30	114 083	P	22 223	194 400,68
1935	90 944,77	114 083	P	23 939	186 224
1936	85 500	115 400	P	29 900	
1937	89 615,99	120 799	P	31 183,98	80 584
1938	164 137,51	168 200,39	P	4 137,33	66 273,2

Ces données ont été élaborées à partir des rapports du trésorier du Conseil d'administration.

Ces subventions étaient destinées à couvrir les dépenses des multiples activités du Centre, comme l'exposition sur *l'Encyclopédie et les Encyclopédistes* réalisée en 1932 et destinée à célébrer l'installation du Centre à l'Hôtel de Nevers et surtout à en légitimer les projets encyclopédiques, que le lancement ultérieur (en 1936) de la revue *Science* aurait dû répercuter au niveau du grand public. Enfin, un poste important du budget du Centre était réservé aux *Semaines de synthèse* et à la réalisation du *Vocabulaire de synthèse historique*.

Les Semaines — qui méritent sans doute une analyse à part, et plus approfondie que celle réalisée ici — constituaient la mise en forme

36. La Caisse nationale de la recherche avait déjà subventionné la *Revue de synthèse historique*. Cf. Archives nationales de Paris, *Dossier Henri Berr*, aimablement communiqué par M<sup>me</sup> Antoine, et lettre d'Henri Berr à Alfred Coville du 7 décembre 1923. Au total, de 1921 à 1928, la *Revue de synthèse historique* obtint une subvention de 11 400 F.

37. Signalons que les frères Rothschild étaient, par le mariage du baron Édouard en 1905 et du baron Maurice en 1909, liés à une famille Halphen de la vieille et très grande bourgeoisie parisienne, distincte de la famille de Cécile Halphen, épouse d'Henri Berr.

opérateur de la problématique de la synthèse, selon une succession de groupes de problèmes dont chacun pouvait s'insérer dans les trois grands étages de la théorie de la synthèse élaborée par Berr au début du siècle : la *contingence* (c'est le cas des Semaines sur *la Foule et le Hasard*) ; la *nécessité* (dans le domaine de laquelle rentrent, par exemple, la Semaine sur *la Civilisation* et les Journées sur *le Peuplement de l'Europe*), et enfin la *logique* qui avait un rôle particulièrement important dans la perspective de Berr et à laquelle furent consacrées, par exemple, les Semaines sur *Loi et Science* et *Science et Vie*. L'intérêt que Berr portait à ces rencontres dérivait du fait qu'il y voyait le principal terrain de construction d'une interscience élaborée rigoureusement aux carrefours conceptuels des différentes disciplines. Comme la muraille de Chine décrite par Kafka, la synthèse n'était pas le produit d'une construction linéaire mais de plusieurs chantiers distincts et mis en œuvre par des armées diverses de travailleurs dont chacune contenait en elle-même l'idée générale et grandiose de l'œuvre à réaliser.

#### IV. LA VIE DU C.I.S. : STRATÉGIES CULTURELLES ET POSITIONS INSTITUTIONNELLES

Le développement d'une politique de progrès des sciences, centrée en particulier sur les sciences humaines, ces grandes inconnues de l'époque de la rationalisation et du taylorisme (qui révélait d'un coup l'importance des facteurs humains dans la production, et provoquait une transformation profonde du champ intellectuel, dont on commence à peine à comprendre l'importance), était l'objet principal de l'activité du Centre. Le C.I.S. s'insérait ainsi dans une nébuleuse intellectuelle en pleine effervescence « participative », face à la vie politique et sociale : la sphère intellectuelle entrait dans le domaine public et les centres de recherche fonctionnaient de plus en plus comme des comités consultatifs à participation différenciée, ou, si l'on veut, comme des conseils représentant les intérêts d'une science qui voulait être utile socialement sans être asservie aux impératifs de la civilisation technique et matérielle. La science tendait ainsi à se faire représenter de plus en plus dans les organismes publics, mais, en même temps, elle appelait leurs représentants et ceux des partenaires économiques à participer à ses progrès.

Si l'on considère le problème dans ses aspects les plus généraux, il s'agit des prémisses d'un processus d'intégration entre progrès scientifique et progrès productif et matériel qui mettra longtemps à se définir et à se réaliser. Ce problème, les universités américaines l'avaient résolu « structurellement » dès l'origine, en professionnalisant au maximum la

recherche au détriment justement de l'esprit de synthèse et au profit d'un matérialisme analytique voué à la réponse immédiate aux demandes venant du monde de la production et du capitalisme organisé<sup>38</sup>. Les perspectives de l'humanisme et de la synthèse soutenues par Berr visaient à enrichir cette orientation d'un complément philosophique de nature à tempérer les effets de l'utilitarisme, et surtout à rendre accessible à la masse des citoyens la production scientifique réalisée par les élites. Il fallait, pour y parvenir, en intégrer les différentes perspectives et les faire coopérer dans la définition des paradigmes communs de leur travail de production scientifique.

Comment piloter le citoyen, qui est en même temps un consommateur de biens matériels, sur le terrain de la consommation culturelle, où se réalise l'appariement de la croissance matérielle de la société et du progrès spirituel ? Telle était l'interrogation centrale de l'entreprise de Berr au moment où celle-ci recevait son investiture officielle par décret du Conseil d'État et installait son siège auprès de l'Institut international de coopération intellectuelle — dont le secrétaire, André Toledano, allait devenir aussi le secrétaire du C.I.S. — dans les petits salons « bonbonnière » du Palais-Royal. Les deux organismes semblaient, en effet, animés par les mêmes projets. Sur le plan de la légitimation intellectuelle, une bonne partie du prestige dont pouvait jouir Berr, au début des années vingt, provenait du fait que quelques-uns des plus importants organismes internationaux créés dans le sillage de la Société des nations, et en particulier l'Institut international de coopération intellectuelle, faisaient leur le message antiutilitariste de promotion de la science que Berr avait proposé dès le début du siècle.

« La science que la foule aujourd'hui tend à connaître et à respecter, écrivait Jean Luchaire, en lançant l'enquête de la Commission de la coopération intellectuelle sur les conditions du travail intellectuel, n'est qu'une des branches de la science : celle des ingénieurs et des mécaniciens »<sup>39</sup>.

En dénonçant la crise de la science pure, il soulignait l'impossibilité de la réduire à ce qui est immédiatement utile : « La recherche de la vérité doit précéder celle de l'utile », affirmait Paul Appell, dans son discours

---

38. Sur ce thème, cf., en part., Magali SARFATTI LARSON, « The Production of Expertise and the Constitution of Expert Power », in Thomas L. HASKELL, éd., *The Authority of Experts*, Bloomington, Bloomington University Press, 1984, et le recueil d'essais, Alexandra OLESON, John VOSS, eds, *The Organization of Knowledge in Modern America (1860-1920)*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1979.

39. Jean LUCHAIRE, *Observations sur quelques problèmes de l'organisation intellectuelle internationale*, Enquête de la Commission de coopération intellectuelle, août 1923, p. 10.

prononcé à l'occasion de la rentrée universitaire en 1923. Le principe de vérité, régulateur de la vie et de la science, était reconnu comme l'inspirateur des nouvelles stratégies d'organisation de la paix :

« L'idée de coopération internationale est à la mode, écrivait Berr, en 1925, en lançant son projet de création d'une Fondation « Pour la Science ». Elle s'exprime dans les Congrès et dans quelques organisations permanentes, dont la plus riche en promesses est l'Institut international de coopération intellectuelle »<sup>40</sup>.

Mais les affinités entre les deux institutions ne se limitaient pas au domaine de la politique en faveur de la paix ou de la coopération. Dans une brochure, *L'Université et la vie sociale*<sup>41</sup>, Jean Luchaire énonçait clairement l'idée que le progrès de la nation dépendait surtout d'une intégration plus poussée du travail des élites intellectuelles à la vie sociale. Une interpénétration qui, selon Luchaire, était encore bien loin d'être réalisée, et ceci non seulement par mauvaise volonté, mais aussi du fait de l'impasse créée par un impératif dominant du système politique français : celui de maintenir une séparation nette entre la science et le monde des affaires et de la politique, pour que la science ne puisse apparaître comme étant au service de tel ou tel intérêt particulier. Comment concilier la vocation de la science s'affirmant comme représentante de l'intérêt général et l'exigence de plus en plus impérative de la soumettre à des critères d'utilité sociale, se demandait Luchaire ?

Le mariage entre production scientifique et évolution technique et économique ne devait pas être le résultat d'une négociation directe entre les institutions scientifiques et les structures du capitalisme organisé, mais d'un mouvement global de la société qui exigeait en premier lieu un renforcement de la participation sociale à la production et à la connaissance scientifiques. Berr, Sarton et Luchaire partageaient, en effet, au début des années vingt, un même idéal : faire participer le plus grand nombre à l'activité propre d'une minorité, développer une forme de science positive, tempérée par l'intention humble et charitable de diffuser cette compétence scientifique. Ce n'est donc pas un hasard s'ils considéraient l'idéal encyclopédique comme principal moyen pour engager un tel processus. En particulier, l'Institut de coopération intellectuelle faisait sien le projet de créer un système de diffusion mobile du savoir qui s'inspirait d'une expérience réalisée aux États-Unis par le

---

40. H. BERR, « Pour la Science », « Centre international de synthèse. Statuts », *Revue de synthèse historique*, XL, XIV, déc. 1925, p. 7.

41. J'ai retrouvé un exemplaire de ce texte dans les Archives du C.I.S.

Bureau d'information scientifique de Washington <sup>42</sup> : expérience qui était d'ailleurs soutenue et poursuivie par d'autres personnalités éminentes des grandes organisations internationales, notamment par Albert Thomas et son « brain trust ». Presque dans les mêmes années, entre 1924 et 1927, Thomas, Luchaire et Berr lançaient des projets de diffusion culturelle très proches l'un de l'autre. Thomas lançait l'idée d'un Bureau permanent de recherches et de diffusion pour le perfectionnement de la vie <sup>43</sup>, tandis que Luchaire se faisait le promoteur de la création d'un *Annuaire du progrès des connaissances*, et que Berr préparait avec Febvre le projet de lancement d'un journal hebdomadaire à large diffusion, conçu comme un supplément aux quotidiens, qui s'inspirait des réalisations du Bureau d'informations scientifiques américain, tant du point de vue de son organisation que de sa technique. Cette communauté d'orientations, à la différence de ce qui devait se produire dans les années trente pour les projets d'Encyclopédie nationale, ne provoqua aucune forme de concurrence directe, et ce d'autant moins qu'aucun des projets ne prit réellement forme.

Il y eut, cependant, des divergences entre le Centre de Berr et l'Institut de Luchaire. Celles-ci concernaient surtout l'interprétation du caractère international des deux entreprises : il est évident que l'internationalisme de Berr était foncièrement soumis à l'exigence de réaffirmer, à travers l'activité du Centre, le rayonnement et la force d'attraction internationale de la culture française ; ce qui semble avoir quelque peu gêné Luchaire. De la part de Berr, provenait aussi une forte exigence d'affirmer la spécificité de l'orientation du Centre qu'il venait de créer. La fonction officielle du Centre était de représenter « en quelque sorte une application pratique de cette idée de coopération intellectuelle », surtout grâce à la réalisation du répertoire de synthèse, mis en place à travers un système de « fiches analytiques et critiques ». Celui-ci aurait permis de réaliser « un bilan sur fiches de la science historique », et par la suite des autres sciences, ces fiches pouvant être utilisées comme instrument de documentation par tous les services de l'Institut inter-

---

42. Cf. Archives du C.I.S. : « Institut international de coopération intellectuelle. Note concernant la publication sous les auspices de la Société des nations d'un *Annuaire du Progrès de la connaissance* », Genève, 13 oct. 1930.

43. Cf. Archives du C.I.S. : « Projet d'un Bureau permanent de recherches et de diffusion pour le perfectionnement de la vie. » Dans le projet, le rapport entre l'élévation spirituelle des masses et le rétablissement du prestige des élites intellectuelles est évident : « Le grand public serait mieux informé de tous les efforts accomplis dans les différents pays pour sortir de la crise actuelle. D'autre part, ce public, mieux instruit, pourrait collaborer plus intelligemment aux efforts faits par les élites pour remédier aux difficultés que nous traversons et rendre à ces élites la place qu'elles méritent. »



national de coopération intellectuelle, « en vue de la réalisation des projets d'accords internationaux »<sup>44</sup>. Dans une lettre à Luchaire, de novembre 1925, Berr soulignait toutefois :

« il y a entre votre Institut et notre Centre à la fois une différence essentielle et des réelles affinités. C'est une idée de rapprochement international qui est à l'origine de votre institution, tandis que, à l'origine de la nôtre, c'est une idée d'organisation et de progrès scientifique »<sup>45</sup>.

Berr entendait ainsi sauvegarder non seulement l'autonomie financière et administrative du Centre — renforcée par la reconnaissance, peu après, du Centre comme fondation d'utilité publique — mais également la responsabilité de ses programmes. Luchaire ne perdait pas une occasion pour reprocher à Berr de ne pas donner assez de relief au caractère international de l'Institut qui offrait l'hospitalité à sa Fondation, et insistait pour que, conformément aux accords passés, Berr insérât un plus grand nombre d'étrangers dans le Conseil d'administration de celle-ci.

« Faire observer à Berr, écrivait Luchaire dans une note manuscrite, que le Conseil d'administration de la Fondation semble composé uniquement de français et qu'il y a à la page 3 de la brochure « Pour la science »... une formule sur la mission de la France qui me gêne un peu »<sup>46</sup>.

Berr, de son côté, insistait sur le caractère purement théorique de son programme et ne cachait certainement pas, fidèle aux impératifs des générations qui avaient vécu la « crise allemande de la pensée française », son intention de fournir, à travers la réalisation pratique de la synthèse, une image plus complète et plus fortement structurée du modèle de la science nationale.

« Le génie de la France a conçu depuis longtemps cet idéal d'une connaissance qui, fondée sur la raison, mais s'élevant par la méthode positive du particulier au général, révélerait à l'homme sa destinée »<sup>47</sup>.

Il est, en outre, significatif que, dans l'acte de constitution du Centre, Berr souligne la complémentarité du C.I.S. par rapport à d'autres

---

44. Cf. Archives de l'U.N.E.S.C.O., Institut international de coopération internationale, Séance constitutive du C.I.S., mercredi 26 mars 1926 [B IV 14, C.I.S.]. Sur les rapports entre les deux institutions, cf. aussi André TOLÉDANO, « Le Centre international de synthèse et l'Institut de coopération intellectuelle », *L'Europe nouvelle*, 1926, p. 342.

45. Cf. Archives de l'U.N.E.S.C.O., Institut international de coopération intellectuelle [B IV 14, C.I.S.].

46. *Ibid.*

47. H. BERR, *art. cit. supra* n. 40, p. 7.

institutions qui, comme l'École pratique des hautes études, réalisaient la synthèse empirique des disciplines, à travers le perfectionnement du modèle de la recherche érudite.

« Le C.I.S, soutenait Berr devant le Conseil d'administration, n'est pas une *société savante*, ni un nouvel institut de l'Enseignement supérieur, mais un instrument de réactivation de la *réflexion régulatrice*, un terrain d'exploration systématique et rationnelle de la logique des sciences en vue de leur intégration réciproque »<sup>48</sup>.

Le Centre se composait de quatre sections. La Section de Synthèse historique — qui en constituait le noyau originaire —, coordonnée par Henri Berr et Lucien Febvre, était divisée en sept commissions (histoire proprement dite et sciences auxiliaires ; théorie de l'histoire et méthodologie ; sociologie, ethnologie, démographie et psychologie dans leurs rapports avec l'histoire ; géographie historique, anthropologie et ethnographie, histoire des idées). La Section des Sciences de la nature fut coordonnée d'abord par Abel Rey et, plus tard, lorsque ce dernier passa à la Section de Synthèse générale, par Paul Langevin. La Sous-Section de Philosophie des sciences était « l'amorce d'une future Section de Synthèse générale ». Enfin, la quatrième était la Section d'Histoire des sciences à laquelle Berr attribuait une importance décisive :

« l'histoire des sciences, jusqu'à présent, a été trop peu cultivée et elle l'a été d'une façon trop décousue et tâtonnante ou encore trop purement technique. Or elle se trouve établir une étroite liaison entre les sciences de la nature et celles de l'humanité [...]. Pour la synthèse des connaissances qui est notre objet propre, pour la synthèse de la spéculation et de l'action — qui est la fin dernière de nos efforts [...] — rien n'a plus de prix que l'histoire des sciences »<sup>49</sup>.

Malgré les efforts de Berr en ce sens, l'élargissement de l'intérêt de la revue pour ce type d'études, le projet d'un *Répertoire* de l'histoire des sciences, dû à l'initiative d'Hélène Metzger<sup>50</sup> et Pierre Brunet, ce secteur était malheureusement destiné à se développer sous des formes, sinon indépendantes, du moins imparfaitement intégrées à l'activité du Centre. Certes, le C.I.S. s'enrichissait d'une importante bibliothèque

48. Cf. Archives du C.I.S., Procès-verbaux du Conseil d'administration du C.I.S., vendredi 25 mai 1928, 3<sup>e</sup> séance, Rapport sur l'organisation matérielle et la vie scientifique du Centre.

49. *Ibid.*

50. Sur Hélène Metzger, cf. les Actes du *Colloque Hélène Metzger, op. cit. supra* n. 6.

d'histoire des sciences, constituée par Aldo Mieli, qui devait diriger cette Section. Mais celui-ci garda une attitude plutôt « autonomiste » par rapport à l'activité générale du Centre, et garda notamment l'entière direction de la revue *Archeion* qu'il avait fondée antérieurement en Italie <sup>51</sup>. Il est tout de même important de souligner que cette revue eut une importance centrale dans le développement d'une histoire de la science largement ouverte à la collaboration internationale grâce surtout à la création de l'Académie internationale d'histoire des sciences, qui avait justement son siège au C.I.S., et cela dès 1929. Il est donc évident que soit *Archeion*, soit l'activité de l'Académie mériteraient une analyse à part. Celles-ci constituent, en effet, un chapitre important de l'histoire du C.I.S., malgré les limites soulignées qui en faisaient, pendant les années trente, sous le contrôle d'Aldo Mieli, une force plutôt centrifuge. Un autre élément centrifuge fut la création par la Sorbonne du Centre d'histoire des sciences, qui fut confié à Abel Rey et avait son siège rue du Four. Le noyau de l'activité du Centre restait représenté, comme nous l'avons dit, par la réalisation d'un répertoire des sciences historiques, qui aurait dû constituer le modèle des répertoires successifs de la science. Le caractère raisonné et méthodique de cette étude, qui touchait les différents domaines de la science, était renforcé par deux initiatives qui constituaient la spécificité du Centre : la réalisation du *Vocabulaire historique* et surtout celle des *Semaines de synthèse*, très fréquentées par les universitaires et les intellectuels étrangers et organisées autour d'un problème précis qui était discuté de tous les points de vue possibles. La réalisation du *Vocabulaire* destiné au départ aux seules sciences historiques, les moins conscientes de leur identité méthodologique et les plus en retard dans le repérage de leur outillage conceptuel, aurait dû ensuite s'étendre, comme le répertoire sur fiches, aux autres sciences. La dénaturation de cette expérience est due surtout au fait qu'elle prit, de plus en plus clairement, une orientation purement alphabétique, dans laquelle disparaissait le travail préliminaire de sélection rigoureuse des termes proposés par Berr. Cette procédure était la caractéristique même du modèle de travail intellectuel soutenu par Henri Berr. Le travail du Centre s'inspirait davantage du modèle du rationalisme classique français que de celui de « l'aristotélisme composite » qui orientait la politique scientifique des grandes fondations américaines et qui aurait dû guider aussi celle des centres parisiens qu'elles soutenaient. Il

---

51. Les rapports personnels entre H. Berr et A. Mieli ne furent pas toujours faciles : en 1938, Mieli demandait avec insistance une révision de l'allocation de 2 000 F qui lui avait été accordée à titre viager par le C.I.S. lorsqu'il y avait installé sa Bibliothèque d'histoire des sciences.

s'agissait, toutefois, d'un rationalisme corrigé par la philosophie expérimentale et sensualiste qui avait accompagné et suivi le mouvement cartésien. Ce n'est pas un hasard si le philosophe préféré de Berr était Pierre Gassendi et non Descartes.

L'éclectique Gassendi, astronome, physicien, physiologue, historien et archiviste, rival de Descartes, exerça une forte influence sur ses contemporains, sur les esprits libres de l'époque, de Molière à La Fontaine et Huet.

« Gassendi, déclare Berr, représente par excellence la liberté d'esprit, la tendance expérimentale. J'avais trouvé déjà un courant de liberté dans le théâtre français de la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, sur lequel j'avais fait un travail à l'École normale supérieure »<sup>52</sup>.

L'analogie entre la figure de Gassendi, qui avait préparé le terrain à la synthèse newtonienne de la physique mathématique et le rôle que Berr entendait jouer comme « caissier des idées » qui aurait dû nourrir la synthèse des sciences contemporaines, ne se limite pas aux aspects de l'identité philosophique, mais englobe aussi ceux de l'identité humaine et des formes de sociabilité du travail scientifique. Comme Gassendi, Berr se voulait ami du repos, de la tranquillité intérieure, courtois dans la bataille, ne prétendant dominer personne, il chercha des amis plutôt que des disciples, demeura volontiers provincial, malgré ses relations avec les savants parisiens et ceux de l'Europe. Le modèle de sociabilité intellectuelle du Centre international de synthèse se réclamait de la tradition des cercles scientifiques qui, à l'époque de Gassendi, avaient promu l'avancement des sciences et d'où sont sorties les Académies.

#### V. L'AFFAIRE DE L'ENCYCLOPÉDIE

À partir de 1928, la séparation avec l'Institut international de coopération intellectuelle réalisée par son installation à l'Hôtel de Nevers, le Centre apparaît plus que jamais digne de ses fidèles et de ses associés, en ajoutant à la mission scientifique du C.I.S. les éléments formels nécessaires à la légitimation de son rôle de diffuseur de l'encyclopédisme moderne. En 1931, la *Revue de synthèse historique* devient l'organe du

---

52. « Rencontre avec Henri Berr », *Les Nouvelles littéraires, artistiques et scientifiques*, jeudi 1<sup>er</sup> mars 1954. Berr avait dédié sa thèse latine au *De Jure inter scepticos Gassendis*, Paris, Hachette 1898 ; cf. sa réédition en français par Bernard ROCHOT, *Du scepticisme de Gassendi*, Paris, Albin Michel, 1950.

Centre et se transforme en *Revue de synthèse* (générale), terrain vivant de la compénétration des sections du Centre, selon le programme cher à Berr : « lier ensemble non pas les sciences, mais ce qu'elles projettent, ce qu'elles découpent de leur ombre portée dans le vaste domaine mal reconnu de l'histoire. »

La perspective de l'histoire des sciences est la partie centrale du programme de Synthèse générale : paradoxalement — comme on le notait déjà à propos de Mieli, d'*Archeion*, et de l'Institut d'Abel Rey —, elle apparaît comme le secteur le plus vivant et innovateur mais, en même temps, comme l'aire centrifuge de la vie du Centre. Toutefois, il est significatif que Berr continue avec persévérance sa bataille pour le contrôle d'un territoire qu'il ne réussit pas à monopoliser. En 1947, le premier numéro de la *Revue d'histoire des sciences* — après la Deuxième Guerre mondiale — s'ouvre sur un bref article où il revendique — certainement avec raison — le rôle du Centre comme précurseur du renouvellement théorique et méthodologique de ce secteur.

Ces transformations du Centre permettaient d'attribuer une direction unitaire et clairement orientée aux différentes initiatives de Berr : l'organisation et la diffusion d'un nouveau savoir encyclopédique imprégné de l'optimisme vitaliste de la civilisation moderne, tendant à fournir au citoyen l'outillage mental nécessaire à la réflexion sur les problèmes de la science de son temps. C'est là, en effet, le sens assumé — rétrospectivement — par la création de la collection « l'Évolution de l'humanité », projetée dès 1910, mais qui prit corps seulement à partir de 1920. Conçue initialement comme une réponse française à la *Weltgeschichte* allemande, elle avait comme objectif « de combiner les avantages d'une Encyclopédie historique avec ceux d'une histoire continue de l'évolution humaine »<sup>53</sup>. Il est significatif que le terme « encyclopédique » ou « encyclopédisme » apparaisse dans toutes les initiatives de Berr consécutives à la création du Centre : la revue *Science*, créée par Berr, en 1936, — et dont la vie sera brève — est accompagnée du sous-titre « L'Encyclopédie Nouvelle ». Cette revue représente la concrétisation des projets, élaborés par Berr dans les années vingt, que l'on vient d'analyser.

En 1932, Berr organisait, à la Bibliothèque nationale, une exposition consacrée à *l'Encyclopédie et les Encyclopédistes*. En présentant le catalogue, il écrivait :

---

53. H. BERR, « Sur l'opportunité d'une Histoire universelle », *Revue de synthèse*, numéro spécial consacré au cinquantenaire de la Revue, LXVII, XXVI, janv.-juin 1950, p. 23.

« Pour organiser [cette] Exposition [...] le Centre international de synthèse avait deux raisons. Le siège du Centre, c'est l'Hôtel de Nevers [...]. Dans cette vieille maison, dès le premier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle, des philosophes, des savants, des hommes de lettres — mêlés à de grands seigneurs — se réunissaient à jours fixes « pour se parler raisonnablement les uns les autres », selon les termes de Fontenelle, qui y a régné. Et, de ce premier salon philosophique du siècle on peut dire que l'Encyclopédie y est née [...]. Mais cet esprit [...] à travers les générations et les œuvres, on peut dire aussi que le Centre l'a recueilli [...]. Nous avons donc considéré comme un devoir intellectuel [...] de rendre vivante l'histoire, sensible aux yeux l'importance de l'entreprise encyclopédique [...]. Elle est le « nœud vital » du XVIII<sup>e</sup> siècle »<sup>54</sup>.

Ce n'est donc pas seulement un héritage culturel que le C.I.S. veut s'approprier, mais, également, un modèle de sociabilité intellectuelle en mesure d'unir les compétences les plus variées, en vue de l'éducation de l'homme nouveau. Une sociabilité réunissant non seulement des scientifiques et des littéraires, mais aussi capable d'attirer dans sa propre orbite tous les secteurs de la vie sociale : « la cour et la ville, les salons et les académies [...] s'en sont occupés — passionnément. » Fruit de la compénétration des intérêts d'un humaniste, Diderot, qui aimait passionnément les mathématiques, et d'un mathématicien, d'Alembert, *l'Encyclopédie* fut le produit de collaborations recrutées dans tous les domaines intellectuels, dans toutes les professions, dans toutes les classes, depuis l'aristocrate et le savant jusqu'à l'artisan et l'ouvrier. En transcrivant avec précision la liste des collaborateurs de l'exposition, Berr soulignait l'exacte superposition entre le passé et le présent : l'initiative du Centre, réactivait non seulement le modèle culturel de *l'Encyclopédie* mais également le modèle social qu'elle exprimait, sous la forme de la coopération et de l'interpénétration des intérêts et des compétences les plus disparates.

L'appropriation de l'héritage encyclopédique constituait toutefois un objectif partagé par d'autres mouvements et institutions intellectuelles, qui s'inspiraient soit de la tradition des Lumières, soit de la problématique saint-simonienne de la production d'un inventaire des connaissances adapté aux exigences d'organisation de la société industrielle.

« Les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle, écrivait Saint-Simon en 1825, ont fait une Encyclopédie pour renverser le système théologique et féodal. Les philosophes du XIX<sup>e</sup> siècle doivent également faire une Encyclopédie pour instaurer le système industriel et scientifique. »

---

54. ID., *L'Encyclopédie et les Encyclopédistes*, Paris, Bibliothèque nationale, 1932, p. 7-8.

C'est de cette tradition que s'inspirait par exemple le Centre de documentation sociale de l'E.N.S. qui, à travers Célestin Bouglé, se fit le promoteur de la réédition des œuvres de Saint-Simon, et essaya de réaliser un inventaire mis à jour de la documentation économique et sociale. Ce projet de donner corps à un nouveau savoir encyclopédique était donc, pour ainsi dire, dans l'air et désignait — comme le révélerait à l'évidence la prolifération des propositions et le déchaînement des polémiques sur la paternité des projets <sup>55</sup> — un terrain de concurrence élevée. Comme on le sait, l'entreprise fut confiée à un universitaire, dans la personne de Lucien Febvre, sous le haut patronage d'Anatole de Monzie, avec lequel Febvre réunit une équipe efficace de collaborateurs. Bien que parmi ceux-ci et les responsables des différentes sections de l'Encyclopédie figurassent de nombreux membres du C.I.S., dont, en premier lieu, Abel Rey, auquel Febvre confia la réalisation du volume sur le langage des mathématiques, et — pour ne citer que quelques noms — les plus en vue, Paul Langevin, André Varagnac (auquel Berr avait confié la Section ethnographique du Centre), Henri Laugier, ou Julien Cain, et bien que Berr lui-même fût formellement inscrit dans le Comité d'honneur de l'entreprise, il est bien évident qu'il était complètement exclu de sa direction <sup>56</sup>. Devant l'échec du projet encyclopédique de Berr, on peut se demander jusqu'à quel point le Centre avait mené une politique cohérente. Il y avait sans doute des divisions internes : nous avons vu le cas de l'histoire des sciences, et il faut aussi penser à certaines frictions à l'intérieur de la Section de synthèse historique, aux incompréhensions entre Lucien Febvre et André D. Toledano, secrétaire général du Centre depuis sa fondation,

---

55. Sur ce point je renvoie à mon article « L'Encyclopédie française e l'organizzazione della cultura », *art. cit. supra* n. 29.

56. En effet, pendant une certaine période, le Comité de recherches collectives de l'Encyclopédie française, coordonné par Febvre et Varagnac, avait eu son siège au C.I.S. Une lettre de Lucien Febvre à Henri Berr du 29 décembre 1934 témoigne de la volonté explicite de réaliser un « accord » entre les deux institutions, malgré l'« isolement » croissant ressenti par Febvre au milieu du groupe des collaborateurs du Centre : « J'ai le sentiment très net qu'entre ce que vous avez créé et ce que je travaille à créer, des accords seraient possibles... Entre le Centre et la *Revue de synthèse* d'une part, l'Encyclopédie de l'autre, les parentés d'idées et d'intentions sont évidentes... Quant aux hommes, ici et là, ils sont les mêmes... Et c'est ainsi qu'au Conseil d'administration du Centre, je me demandais si je n'étais pas à un Conseil de l'Encyclopédie... Vous savez ce qu'est l'Encyclopédie dans mon esprit : le point de départ et le support d'une série d'enquêtes permanentes sur des sujets mal connus. Je vous disais... que nous allons débiter par des enquêtes d'ethnographie populaire en France... que ces enquêtes et d'autres menées pour l'Encyclopédie et pour la science... puissent avoir leur point d'attache rue Colbert, qu'une collaboration étroite puisse s'établir à ce propos entre le Centre et l'Encyclopédie, je n'y verrais pour ma part que des avantages... Le Centre gardant son individualité... ne pourrait-il pas constituer entre autres choses l'organisme de consultation scientifique de l'Encyclopédie ? »

notamment <sup>57</sup>. Mais je crois qu'il faut tenir compte aussi d'éléments extérieurs, en particulier des stratégies de réaffirmation du monopole universitaire de la recherche et de l'organisation de la culture dans lesquelles le projet de l'Encyclopédie française tenait sans doute un rôle déterminant. Par ailleurs, il faut observer que la synthèse en sciences humaines constituait un terrain partagé par plusieurs mouvements intellectuels de l'époque. Pensons, par exemple, au Centre d'études pour les problèmes humains fondé par Jean Coutrot qui, d'ailleurs, entra en contact avec le C.I.S. <sup>58</sup>, ou à l'œuvre d'Alexis Carrel, à laquelle Berr fait plusieurs fois référence, pas toujours en termes élogieux <sup>59</sup>. Puis, la crise financière survint, qui réduisit en peu de temps toutes les ressources financières et le nombre des abonnés, pourtant nombreux au début — presque 700 —, à l'hebdomadaire encyclopédique *Science* <sup>60</sup>. Enfin et surtout, et je reviens ici à mon hypothèse initiale sur les limites de la réussite sociale de Berr, bien qu'insérée dans les réseaux de sociabilité académique et universitaire, la petite société du Centre se trouvait à l'écart des stratégies de régulation de la concurrence intellectuelle du monde universitaire, qui visaient en même temps au contrôle du « double emploi » et à la production de processus de différenciation entre les groupes intellectuels, les revues et leurs objectifs.

C'est sur ce terrain qu'on pourrait analyser la dynamique effervescente et complexe des rapports entre Henri Berr et Lucien Febvre au moment où ce dernier lançait le projet de l'Encyclopédie française avec de Monzie et surtout créait le Comité de l'Encyclopédie française, qui non seulement rappelait le statut juridique du Centre, fondation reconnue d'utilité publique, mais dans lequel siégeaient, selon les mots de Febvre lui-même, la majorité de ses membres. En 1936, l'année du lancement

---

57. La correspondance que j'ai pu consulter aux Archives du Centre répète incessamment ce « refrain »...

58. Entre 1934 et 1937, les rapports entre les deux institutions deviennent plus stricts : Coutrot est abonné à la *Revue de synthèse* ; il essaie aussi, sans succès d'ailleurs, de se faire élire au Comité « Pour la Science ». Cf. sa correspondance avec Toledano aux Archives du C.I.S.

59. Berr reconnaît volontiers en Alexis Carrel « un magnifique représentant du type intellectuel synthétique », mais il ajoute : « il considère comme établis tout un ordre de phénomènes qui sont au moins douteux... la clairvoyance... la télépathie... ». Dans cette attitude de Carrel, Berr voit compromis le caractère foncièrement rationnel de la synthèse. Sur le Dr Carrel et son œuvre scientifique et institutionnelle, cf. notamment Alain DROUARD, « Les trois âges de la Fondation française pour l'étude des problèmes humains », *Population*, VI, 1983, p. 1017-1048.

60. La crise de l'hebdomadaire est dénoncée à partir de mai 1937. Les frais de tirage et de distribution, d'après la Balance des comptes des Éditions Diderot au 30 juin, dépassaient fortement les subventions disponibles (111 000 F de frais contre 69 569 F de subventions) (Archives du C.I.S.).



de *Science* <sup>61</sup>, la friction prit les apparences d'une vraie rupture, Febvre démissionnant de la direction de la Section de synthèse historique du Centre et de la direction de *Science*. Dans la même période, en organisant en 1938 les Journées sur *Le Peuplement de l'Europe*, Berr lançait le projet de créer avec la collaboration d'André Varagnac, une nouvelle Section d'Archéocivilisation <sup>62</sup> à l'intérieur du Centre, en étendant ainsi le travail de la Commission des Fouilles déjà existante. Ce projet ne pouvait apparaître, aux yeux de Febvre, que comme concurrent de l'activité de la Commission de recherches collectives de l'Encyclopédie française dirigée elle aussi par Varagnac...

Dans ce différend, il faut tenir compte aussi de composantes plus profondes, que l'amitié et la longue collaboration entre Berr et Febvre avaient peut-être cachées. Elles concernent l'orientation différente de la démarche méthodologique des deux personnages, évidente bien avant la fondation des *Annales* et la réalisation de l'Encyclopédie française, au moment où Febvre, en 1919, reprochait à Berr de ne pas organiser la politique des comptes rendus de la *Revue de synthèse historique* <sup>63</sup>. Febvre était certainement plus porté que Berr à valoriser les éléments expérimentaux de la démarche scientifique, plutôt que son *a priori* théorique, en s'inspirant de l'enseignement de Claude Bernard, auteur que Berr ne cite qu'occasionnellement et qui était devenu très à la mode, surtout dans les milieux des historiens, grâce à l'œuvre de François Simiand <sup>64</sup>. Febvre visait à identifier ce que j'aimerais appeler des déterminismes régionaux, c'est-à-dire des champs orientés de recherche

---

61. *Science* représentait aux yeux de Febvre une forme de « double emploi » vis-à-vis de l'Encyclopédie et, surtout, la fin déclarée d'une stratégie d'entente possible : « Le titre du Journal, écrit Febvre dans une lettre à Berr du 19 novembre 1936, je le connaissais par vous depuis longtemps. Mais en-dessous de ce titre *Science*, voilà que je lis l'Encyclopédie annuelle... Il s'agit de la situation *impossible* dans laquelle me placent toutes ces affirmations, toutes ces revendications encyclopédiques, sans que je n'aie rien su d'avance, dans un « Journal » qui par ailleurs me demande une collaboration importante... »

62. Cf. Archives du C.I.S., Projet de statuts de l'Institut international d'archéologie et de folklore.

63. Cf. notamment, dans les Archives du C.I.S., la lettre de Lucien Febvre à Henri Berr du 20 juin 1919... : « au lieu de... tant de comptes rendus « quelconques » ; pourquoi ne pas les grouper, non pas sous les vieilles rubriques externes : histoire politique... histoire de l'art... mais par question. » Par la suite, Febvre exprime régulièrement sa préoccupation pour la gestion de la *Revue de synthèse* ; ainsi dans sa lettre à Berr du 8 juin 1932 : « Cette absence de secrétariat efficace et agissant... me préoccupe. » Cf. encore, Archives du C.I.S., sa lettre à Berr du 1<sup>er</sup> janvier 1931 : « ... il faudra... que vous dressiez... une liste à peu près complète et exhaustive des grandes rubriques à pourvoir : histoire, mais sociologie aussi et linguistique et dans une certaine mesure psychologie et philosophie, car il ne faut pas que la *Revue* se perde dans les sables sans fin d'un savoir illimité. »

64. J'ai développé ce thème dans un article récent : « Tempo sperimentale e tempo degli esperti : alle origini della storia-scienza », in Mariuccia SALVATI, éd., *Scienza narrazione e tempo*, Milan, Angeli, 1985.

dont la cohérence méthodologique se fondait sur une mise au point préalable des problèmes et sur son application ultérieure sur des terrains sélectionnés de recherche. D'où l'importance essentielle de la politique des comptes rendus qui permettait de choisir dans la production scientifique ce qui concordait avec la problématique ainsi définie et d'éliminer le reste <sup>65</sup>. En outre, dans la pensée de Febvre, le projet encyclopédique n'avait pas pour seule tâche de diffuser la culture en reconstituant l'inventaire des problèmes de l'époque, mais consistait aussi à susciter de nouvelles recherches, une nouvelle problématique ou, plus simplement, comme c'est le cas pour le folklore, à faire passer une science érudite au stade de la problématisation de ses thèmes, et de la faire ainsi monter au zénith des sciences sociales.

\*  
\* \*

Finalement, pour toutes les raisons que nous venons d'énoncer, ce furent des universitaires, et notamment Lucien Febvre et Abel Rey, qui donnèrent une légitimité institutionnelle aux projets qui étaient au cœur de l'activité du Centre, l'essor encyclopédique et celui de l'histoire des sciences. Il ne faut pas non plus oublier qu'aux yeux de ces derniers, Berr était peut-être toujours apparu comme un « amateur » qui, pour une raison ou pour une autre, avait raté son insertion dans l'hexagone... Il est, toutefois, également vrai que Berr et le Centre avaient lancé pour la première fois, avec le projet de la Synthèse, l'idée de la réalisation possible d'une grande tour de Babel, pour emprunter encore une fois, en conclusion, une image à Kafka : une fois saisie dans sa grandeur, cette idée ne pouvait plus disparaître. Elle revient dans plusieurs mouvements de notre époque, non seulement dans l'œuvre de Jean Coutrot ou de Carrel que nous venons de nommer, mais aussi dans la problématique de l'interscience chère à Fernand Braudel, pour lequel la rencontre avec Henri Berr lors du Congrès des sciences historiques à Alger en 1930, avait été une révélation...

Or, si Berr avait bien souligné que cette entreprise ne pouvait être l'affaire d'une génération, il n'avait probablement pas tenu compte du fait que, partagée de plus en plus largement, elle allait forcément devenir un terrain de compétition et de conflit. Mais, comme l'écrit

---

65. Le rôle central de la politique des comptes rendus dans l'historiographie des *Annales* a été justement souligné par André BURGUIÈRE, « Histoire d'une histoire : la naissance des *Annales* », *Annales E.S.C.*, 34<sup>e</sup> année, 6, nov.-déc. 1979.

Kafka, « entre deux guerres on travaillait à l'embellissement de la tour, ce qui provoquait de nouvelles jalousies jusqu'au moment où on reconnut l'inanité du projet, mais trop de liens s'étaient créés pour que l'on puisse l'abandonner » <sup>66</sup>. De plus, si, dans la conjoncture de l'entre-deux-guerres, le C.I.S. avait probablement manqué l'objectif d'être le meneur du jeu dans la construction de la « muraille de la synthèse », les liens qu'avait créés cette idée *ultime* à travers les années et les générations furent tout de même la raison, la nourriture et l'instrument d'une vitalité durable, qui peut-être est en train de se réaffirmer de nos jours.

Giuliana GEMELLI,  
*Université de Bologne.*

---

66. Franz KAFKA, *La Muraille de Chine*, Paris, Gallimard, 1950, p. 120-121.